

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Eure-et-Loir, le lundi 27 mai 2024

LE PARTI RENAISSANCE PROFANE UN LIEU DE CULTE

Le vendredi 24 mai 2024 restera gravé comme un jour sombre pour le respect des lois et des valeurs républicaines dans notre pays. En organisant un meeting politique dans la chapelle du « Séminaire des Barbelés » au Coudray, Guillaume Kasbarian, ministre du Logement, et la députée européenne du Parti Renaissance, Fabienne Keller, ont démontré un mépris flagrant pour l'article 26 de la loi de 1905. Cette loi, fondement de notre laïcité, interdit strictement l'utilisation de lieux servant habituellement à l'exercice d'un culte à des fins politiques.

Non seulement cet acte constitue une violation grave de notre législation, mais il s'inscrit également dans une démarche scandaleuse et irresponsable. La chapelle du « Séminaire des Barbelés » est partiellement classée Monument Historique. Or, aucune preuve n'a été apportée quant au respect des procédures légales requises pour la tenue d'une telle réunion dans un lieu classé.

La loi est claire : toute organisation de réunion politique dans un monument historique exige une demande d'autorisation auprès de la mairie et de la préfecture, déposée entre 3 et 15 jours avant l'événement. Cette demande doit comporter une description détaillée de l'événement, la liste des organisateurs, ainsi que les horaires de début et de fin. Pire encore, l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) est impératif, en plus du respect strict des normes de sécurité et d'accessibilité.

Il apparaît évident que le Parti Renaissance, par cette action, bafoue non seulement nos lois, mais aussi le respect dû à notre patrimoine historique et à nos lieux de culte. Cette attitude est inacceptable et nécessite une réaction immédiate et ferme des autorités compétentes.

La fédération Reconquête d'Eure-et-Loir appelle à une enquête rigoureuse et transparente sur les conditions de l'organisation de cet événement. Nous exigeons que les responsables rendent des comptes devant la justice et que des sanctions exemplaires soient prises pour éviter que de telles dérives ne se reproduisent.

Cette affaire ne doit pas rester impunie. Elle met en lumière une dérive inquiétante où certains se croient au-dessus des lois, au mépris de nos valeurs républicaines et de notre patrimoine culturel.

Reconquête Eure-et-Loir continuera de se battre sans relâche pour la défense de nos lois, de notre culture et de notre histoire. Nous resterons vigilants et déterminés face à toute tentative de dévoiement de nos institutions et de nos valeurs.

Communiqué de presse écrit par

Pierre-Louis Delauney

Validé par,

ERIC LAQUA
DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DE L'EURE-ET-LOIR

